

Les individus, enjeu politique

dimanche 27 janvier 2008, par [CORCUFF Philippe](#), [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2008).

Après le Forum du PS : l'appel à la responsabilité individuelle ne doit pas se réduire à l'acceptation de la logique capitaliste.

La question de l'individu a été placée au cœur de la réflexion du Parti socialiste par son forum du 20 janvier portant sur « Les socialistes et l'individu ». Dans son précédent forum, consacré au marché, ce parti avait acté publiquement son ralliement au capitalisme. Avec le PS d'aujourd'hui, il n'est même plus question d'un compromis social-démocrate plus favorable aux salariés à l'intérieur du capitalisme. Il s'agit plutôt du détricotage de l'Etat social dans une variante du néolibéralisme.

L'usage du thème de l'individu vient d'abord remplir un vide idéologique, que le recours à Bernard-Henri Lévy comme intellectuel officiel pourrait rendre abyssal. Les individus tendent ainsi à remplacer les classes sociales dans le vocabulaire socialiste, et s'il n'y a plus de classes, pourquoi même chercher à établir un compromis social plus favorable aux travailleurs ?

Si l'individu irrigue de plus en plus le langage socialiste, c'est aussi sous l'effet de la concurrence avec ses usages sarkozystes : propriété individuelle, réussite individuelle, responsabilité individuelle, sécurité individuelle, salaires individualisés, etc. On ne voit d'ailleurs pas bien en quoi les usages « de gauche » du PS se distinguent nettement de cet accompagnement lexical du néolibéralisme de droite, en dehors de vagues références aux « solidarités »...

Mais si le PS s'intéresse aux individus, c'est aussi que leur affirmation a bien une réalité dans nos sociétés. Norbert Elias, dans une sociologie historique, C. B. Macpherson ou Charles Taylor, à partir d'une histoire de la pensée, ont participé à décrypter, dans le sillage des analyses classiques de Marx, Durkheim, Weber et Simmel, ce long processus socio-historique travaillant l'Occident depuis la Renaissance. Des sociologues ont souligné son accélération et ses déplacements depuis les années 1950-1960, en resituant bien les individus dans des configurations de relations sociales, récusant alors la fiction libérale d'un individu autosuffisant. Mais les réalités de l'individualisme contemporain ne nous obligent pas à suivre les variantes sarkozystes ou PS du néolibéralisme.

On n'est pas contraint de choisir de manière manichéenne entre les classes et les individus. Une pensée complexe exige même la prise en compte d'une pluralité de dimensions. La contradiction entre capital et travail continue à structurer nombre d'inégalités sociales, même si c'est pour une part en relation avec des formes de domination non réductibles à la logique capitaliste (domination masculine, capital culturel, discriminations ethnicisantes, domination politique, etc.). Cependant, donner une place décisive à la contradiction capital-travail n'implique pas d'être aveugle à l'individualisme.

S'il n'a pas été le seul facteur d'individualisation, le capitalisme s'est présenté comme un puissant moteur individualiste (droit de propriété, contrat de travail individualisé, mécanismes de concurrence, division du travail, marchandisation, idéologie de l'intérêt individuel, etc.). Toutefois, comme le disait Marx, la lutte contre ces processus ne conduit pas à un pur retour en arrière, mais à

l'affirmation concrète d'une société « où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous ». Nous sommes donc bien en présence d'une contradiction capital-individualité, en interaction avec les inégalités de classes. Le capitalisme, et plus encore le néo-capitalisme, excite les besoins individuels de reconnaissance et de créativité, mais en les enfermant dans des bornes marchandes, donc en les frustrant. Tant l'hégémonie d'une définition commerciale des désirs que les effets de la répartition inégalitaire des ressources creusent les déceptions.

Loin d'appeler à l'abandon de l'anticapitalisme, la prise au sérieux de l'individu contemporain, tel qu'il est inséré dans des rapports de classes et plus largement oppressifs, vient affiner et décupler la critique du capitalisme. Comment faire pour que l'appel à la responsabilité individuelle ne se réduise pas à une auto-acceptation des logiques de domination, si une redistribution radicale des richesses, des moyens culturels et des pouvoirs n'est pas engagée ? Comment démocratiser les possibilités de réalisation de soi sans une telle redistribution, même s'il faudrait aussi imaginer des mesures spécifiques ? Déjà pour nombre d'auteurs libertaires comme pour Marx, l'émancipation se voulait indissociablement individuelle et collective. Les analyses sociologiques de Robert Castel actualisent cette perspective, en montrant combien la fragile autonomie de l'individu moderne a eu besoin de supports sociaux (Sécurité sociale, retraite, statut salarial, etc.) pour pouvoir se déployer - supports sociaux mis en cause par les contre-réformes néolibérales en cours.

Dans son article « Socialisme et liberté », Jean Jaurès expliquait en 1898 que « *le socialisme est l'individualisme logique et complet* ». Toutefois, pour lui, contrairement au PS actuel, cela supposait la sortie du capitalisme. Il revient aujourd'hui aux gauches radicales et altermondialistes de relever le défi jaurésien dans la construction d'un nouveau parti anticapitaliste.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 24.01.08. LE MONDE | 23.01.08 | 13h53 • Mis à jour le 23.01.08 | 13h53.

* Philippe Corcuff, maître de conférences en science politique à l'IEP de Lyon, est membre de la LCR. Samuel Johsua, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Provence, est membre de la LCR.